

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : 10 JUIL. 2025
- publication le : 10 JUIL. 2025

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 14h00 / Fin : 15h05
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	06/06/2025
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	06/06/2025
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	8	Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Éric STRAUMANN – Gérard HUG – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER – Marie-Astrid VÉRON – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Franck FAVRE, procuration de Céline KERN-BORNI Bertrand BURGER, procuration de Myriam PARIS Éric STRAUMANN, procuration de Lucien MULLER Jean-Laurent KISTLER, procuration de Yann QUIQUANDON
Absents non représentés	4	Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christian ZIMMERMANN – Lionel ROUILLON

AMENAGEMENT DU PARC D'ACTIVITES ECORHENA PROJET PORTE PAR LA SOCIETE LIEBHERR-FRANCE (SECTEURS 2 ET 3)

Pour rappel, les secteurs 2 et 3 sont aujourd'hui sous compromis de vente au bénéfice de la société LIEBHERR-France. Un premier projet porté par la société consiste en l'implantation d'une usine de montage de cabines (postes de pilotage des engins LIEBHERR) sur le secteur 2 du parc d'activités EcoRhena.

Cette zone, aménagée et autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale unique en date du 08 avril 2022, garantit la constructibilité du secteur et a permis l'obtention de l'ensemble des autorisations environnementales nécessaires :

- Autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'eau ;
- Autorisation de défrichement au titre du Code forestier ;
- Demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées.

Cette zone a fait l'objet, dans le cadre de ces autorisations, d'une étude d'impact portant sur l'ensemble de son périmètre au titre de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

Afin de sécuriser les procédures liées à l'implantation de l'usine LIEBHERR-France, une demande d'examen au cas par cas a été déposée auprès des services de la DREAL le 14 décembre 2023. La DREAL a considéré qu'au regard de l'autorisation et des mesures déjà prévues dans l'arrêté préfectoral du 08 avril 2022, que la société LIEBHERR-France s'engage en tant que preneur de lot à respecter, « le projet de construction LIEBHERR Cabines à Nambshheim (68) n'est pas soumis à évaluation environnementale. ».

Pour permettre le démarrage des travaux, la société LIEBHERR-France doit disposer des éléments suivants :

- 2505-2025 - Un récépissé au titre des ICPE – déclaration ;
- Un récépissé au titre de la Loi sur l'eau – déclaration pour la gestion des eaux pluviales, en complément des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale unique EcoRhena ;
 - Un arrêté de permis de construire.

Un premier porté à connaissance (PAC) de l'autorisation environnementale EcoRhena est en cours d'instruction auprès des services de l'État. Ce PAC, produit par le Syndicat, actualise certaines spécificités techniques mineures et réajuste certaines mesures de réduction et de compensation portées par l'autorisation initiale. Concernant la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP), une nouvelle approche est proposée visant à passer d'un rejet régulé en milieu naturel à une infiltration totale à la parcelle.

Au regard du projet porté par la société LIEBHERR-France, il s'avère nécessaire de rédiger un second PAC qui vise à :

- Ajuster les dispositions de GIEP (relatives à la gestion des eaux pluviales à la parcelle et à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie) du secteur 2, qui a fait l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau spécifique déposé pour instruction ;
- Prévoir une demande de transfert partiel de bénéficiaire des droits et obligations prévus dans l'arrêté préfectoral du 08 avril 2022 sur le volet GIEP des secteurs 2 et 3.

Aussi, le Syndicat est propriétaire des terrains permettant l'accès au secteur 2 depuis la Route départementale 52. Pour satisfaire aux conditions d'obtention de l'autorisation d'urbanisme via le permis de construire déposé par la société LIEBHERR-France, il convient de devoir établir une servitude de passage pour garantir l'accès au lot et une servitude de réseaux, notamment pour permettre le raccordement électrique du site.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

AUTORISE le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de cette opération par la société LIEBHERR-France (notamment dépôt d'un second PAC, demande de transfert partiel de bénéficiaire des droits et obligations prévus dans l'arrêté préfectoral du 08 avril 2022 sur le volet GIEP et établissement de servitudes de passage et de réseaux).

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

